

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Les détails du plan états-unien contre la Syrie

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 9 JUILLET 2012

ENGLISH ESPAÑOL



Les détails du plan états-unien contre la Syrie

Par Ghaleb Kandil

Les contours de l'escalade de la guerre des États-Unis contre l'État syrien dans les mois à venir commencent à se préciser. Il est clair que la stratégie de la guerre indirecte, imaginée par le directeur de la CIA, le général David Petraeus, lequel supervise la mobilisation des ressources matérielles, financières, militaires et de renseignement nécessaire à ce conflit, se base sur une guerre d'usure de longue durée, menée par les bandes armées.

Les centres de recherches et d'analyses US ont procédé à une évaluation globale de la situation des oppositions syriennes divisées et sont parvenus à la conclusion qu'il s'agit d'un agrégat d'exilés et de communautés politiques en éternel conflit, qui ne représentent pas un poids important au sein de la société syrienne.

Parmi cet agrégat, les Occidentaux et la Turquie misent sur les Frères musulmans.

Les experts US reconnaissent que cette mosaïque de forces politiques a résisté à tous les efforts des États-Unis et de leurs alliés pour unifier leurs rangs, à travers d'innombrables réunions en Turquie, en France et en Égypte, sans parler des dizaines de rencontres secrètes tenues sous l'égide de la CIA. La dernière réunion du Caire n'a fait que confirmer combien l'unification était loin, et a montré que l'Occident, États-Unis en tête, la Turquie et le Qatar, soutiennent les Frères musulmans, alors que l'Arabie saoudite appuie, finance, couve et oriente les groupes salafistes-takfiristes, ainsi que quelques "notables" de l'opposition qu'elle entretient depuis des années, avec à leur tête Abdel Halim Khaddam et Rifaat al-Assad.

Les services renseignement US ont en outre procédé à un recensement global des gangs et des groupes armés actifs à l'intérieur de la Syrie, par le biais de l'Institute for the Study of War, qui travaille pour la CIA et l'état-major des armées. Les conclusions de l'étude, publiée sur le site du think tank, montre clairement que les États-Unis parient sur la possibilité de développer les structures de ces gangs et œuvrent afin de leur assurer l'argent et les armes nécessaires d'une manière régulière. Une relation directe a été établie avec les chefs de ces groupes, à travers la mise en place d'une chambre d'opération et de planification, dirigée par des officiers de la CIA et d'autres agences de renseignement US ou de pays de l'Otan. Cette chambre d'opération est basée en Turquie. À partir de là, il apparait que les prochains mois vont connaître une intensification des agressions contre l'État national syrien, dans le but de l'affaiblir au maximum. L'utilisation de la scène libanaise contre la Syrie fera partie des priorités. D'ailleurs, le sénateur John McCain l'a clairement dit, en appelant à la création d'une zone-tampon pour l'Armée syrienne libre, à l'issue d'une rencontre avec le chef des Forces libanaises. Et les milices du Courant du futur et des groupes salafistes libanais n'ont pas attendu longtemps avant d'obtempérer, en soustrayant le Akkar à l'autorité de l'État, à partir de jeudi 5 juillet. Des hommes armés jusqu'aux dents, portant des cagoules, érigent des barrages, isolent des

villages et fouillent les habitants et les passagers des voitures, sans que personne ne leur demande des comptes.

Toutes ces données sont confirmées par les derniers propos du président syrien Bachar al-Assad, qui a accusé dimanche Washington de soutenir les bandes rebelles pour déstabiliser la Syrie. S'exprimant dans le cadre d'une interview à la télévision publique allemande ARD, le président Assad a ajouté que *"les États-Unis sont partie prenante au conflit. Ils offrent une protection et un soutien politique à ces bandes pour déstabiliser la Syrie"*.

Sur le terrain, la Syrie a répondu aux menaces grandissantes de la secrétaire d'État Hillary Clinton, qui a affirmée que *"l'opposition syrienne était assez forte pour lancer une offensive contre l'État"*, en organisant de vastes manœuvres. Ainsi, la marine syrienne a entamé des exercices de tirs réels au cours du week-end, lançant des missiles depuis la terre et la mer dans le but de *"simuler un scénario de défense en cas d'attaque surprise depuis la mer"*, a indiqué dimanche l'agence Sana. *"La marine a effectué l'exercice avec succès, repoussant une hypothétique attaque et détruisant avec une grande précision les cibles définies,"* a rapporté l'agence de presse.

Le ministre de la Défense, le général Daoud Rajha, qui assistait à l'exercice, s'est félicité de *"la performance exceptionnelle des forces navales qui ont démontré leur haut niveau d'entraînement au combat et leur capacité à défendre les côtes syriennes contre toute agression éventuelle."*

Selon la Sana, ces exercices font partie d'un plan d'entraînement au combat, établi par le Haut commandement de l'armée, qui prévoit d'effectuer chaque année ce type d'exercices.

Ce plan comprend *"des manœuvres militaires faisant intervenir les forces terrestres, navales et aériennes pour évaluer la préparation au combat de l'Armée syrienne arabe et connaître sa capacité à remplir son devoir dans des conditions comparables"* à celles de combats réels.

Sur le plan politique, le vice-ministre iranien aux Affaires étrangères a qualifié dimanche de *"farce"* l'idée de faire

démissionner par la force ou de contraindre à l'exil le président Bachar al-Assad, mettant en garde contre une attaque en Syrie qu'il a jugé "*stupide et catastrophique*". "*L'Iran approuve les plans de réforme de M. Assad et les négociations ayant pour but de le forcer à l'exil sont une farce*", a déclaré Hossein Amir Abdollahian à Amman, où il a par ailleurs invité le roi Abdallah II de Jordanie au sommet du Mouvement des non-alignés en Iran.

"Une intervention militaire en Syrie n'est pas probable et si cela devait arriver ce serait stupide. La Syrie peut se défendre seule sans l'aide de l'Iran. Toute solution non politique serait catastrophique pour l'ensemble de la région", a-t-il affirmé.

Déclarations et prises de positions

Michel Sleiman, président de la République libanaise

« Le modèle libanais s'avérera bientôt le meilleur pour l'ensemble des pays de la région, car il est à la fois basé sur la démocratie et le respect de la diversité ainsi que sur l'entente. Mais il s'agit encore que les Libanais comprennent sa valeur et son importance. La politique de dissociation suivie par le gouvernement est un vieux concept qui repose sur la neutralité positive du Liban. Bien comprise, cette politique devrait permettre au Liban de traverser cette période délicate sans dommages. Les incidents qui se multiplient un peu partout ne devraient pas s'étendre, car il n'existe aucune décision, ni internationale ni interne, pour entraîner le Liban dans la tourmente. »

Nabih Berry, président du Parlement

« L'approbation du procès-verbal de la dernière séance législative n'est pas du ressort du bureau de la Chambre. Cela se fait au début de la prochaine séance. Le 14-Mars ne boycotte pas les réunions du bureau de la Chambre. Qu'est-ce qu'ils croient ? Que je suis Abou Kalthoum ? Il existe un règlement et je l'applique depuis 20 ans. Je ne suis au meilleur de ma forme que quand il y a des problèmes. Mon seul choix reste la Constitution, et qu'ils fassent attention ! »

Hoshyar Zebari, ministre irakien des Affaires étrangères

« D'un point de vue personnel, je ne pense pas que l'exemple du Yémen puisse fonctionner en Syrie. Au Yémen, ce plan était soutenu par plusieurs États, ce qui n'est pas le cas en Syrie. Nous ne pensons pas que le président syrien ou que son régime soient prêts à laisser la place si aisément, même si la pression est forte. La violence en Syrie est en partie nourrie par des combattants d'Al-Qaïda en provenance d'Irak qui passent la frontière pour perpétrer des attentats. Pendant longtemps, nous avons mis en garde le régime syrien quant au passage d'Al-Qaïda de la Syrie vers l'Irak, désormais c'est l'inverse. »

Nabil Kaouk, vice-président du Conseil exécutif du Hezbollah

« Certaines parties veulent changer l'identité de la Syrie et du Liban en s'acharnant sur les armes du Hezbollah. Le fait qu'ils se concentrent sur les armes de la Résistance en ce moment précis a pour but de détourner les regards de la contrebande d'armes vers la Syrie. La Résistance demeurera aussi longtemps que la menace israélienne existera. Il faut qu'elle renforce ses capacités militaires jour après jour dans le but de repousser l'occupant et une éventuelle agression israélienne. Ceux qui ignorent le danger israélien se mettent dans une position suspecte et commettent un péché national. »

Ahmad Jibril, secrétaire général du FPLP-Commandement général

« J'ai discuté de la question avec les frères en Syrie, avec Hassan Nasrallah et avec les frères en Iran, et en cas d'attaque étrangère, nous ferons partie de cette bataille. J'ai rencontré récemment le secrétaire général du Hezbollah et le président iranien Mahmoud Ahmadinejad. Sayyed Nasrallah m'a informé personnellement qu'il prendrait part à cette bataille. J'ai été informé par les autorités iraniennes qu'elles avaient mis en garde la Turquie à plusieurs reprises de ne pas jouer avec le feu. Pour Téhéran, une intervention militaire est une ligne rouge à ne pas franchir. »

Revue de presse

As Safir (Quotidien libanais proche de la majorité, 6 juillet 2012)

Daoud Rammal

Un haut responsable estime que le problème réside actuellement au Liban dans les comportements des officiels qui agissent avec une arrière-pensée électorale, ce qui prive, souvent, l'institution militaire d'une couverture politique au niveau du pouvoir exécutif. Le président de la République, Michel Sleiman, qui est sensible au danger de la politique du laisser-aller face aux terroristes et au terrorisme, a mis le doigt sur la plaie. Lors des réunions du Conseil des ministres, il n'a pas mâché ses mots, appelant les choses par leur nom, en s'adressant à tout le monde.

Une source non civile indique que « tout a commencé lorsque nous avons passé outre les sentiments de centaines de familles de martyrs de l'armée, tombés à Dennyé et Nahr al-Bared, en combattant les terroristes ». « Des responsables officiels ont adopté le dossier des détenus islamiques pour des raisons purement électorales, passant outre toutes les considérations humanitaires », indique la source avant d'ajouter : « Certains ont invoqué l'intérêt public pour justifier la décision illégale de libérer le détenu Chadi Mawlaoui, qui s'est déplacé dans la voiture d'un ministre avant d'être reçu par le chef du gouvernement ».

Un ministre du Courant patriotique libre (CPL) déplore le fait que « certains font primer leurs intérêts politiques et électoraux sur l'intérêt supérieur de la nation. » « Où en sommes-nous aujourd'hui ? s'interroge le ministre. La crainte de voir un effet boule de neige est sérieuse. Nous étions devant le problème de Akkar et de Tripoli, nous avons maintenant sur les bras le phénomène Ahmad Al-Assir et, dernièrement, la tentative d'assassinat de Boutros Harb ».

« Les politiciens assument la responsabilité de là où nous en sommes aujourd'hui, poursuit le ministre. Ils portent atteinte au prestige de l'État et placent l'institution militaire et les services de sécurité dans une situation très embarrassante, comme dans le Akkar. L'armée est la garante de la paix civile et lorsqu'elle est mêlée aux conflits politiques internes, cela veut dire que le Liban a rendez-vous avec une grande discorde, comme cela s'est produit en 1975. »

As Safir (6 juillet 2012)

Imad Marmal

La réaction du général Michel Aoun montre qu'il a trouvé dans le litige sur l'affaire des journalistes l'occasion pour « décortiquer » sa relation avec ses partenaires chiites et la revoir sur des bases différentes. Ce qui prouve, aux yeux de son public et de ses adversaires, qu'il reste « souverain », « libre » et « indépendant », même si cela doit passer par une confrontation avec ses alliés. Cela lui a permis de reprendre l'initiative dans la rue chrétienne, contraignant les Kataëb et les Forces libanaises à se solidariser avec lui.

Certains « hypocrites » vont jusqu'à dire que l'affaire des journalistes était pour Aoun un cadeau, qui lui a procuré « un prétexte légitime » pour se retirer progressivement de son alliance totale avec Amal et le Hezbollah, pour demander une renégociation des conditions du « contrat politique » qui les réunit depuis la signature du célèbre document d'entente, en février 2006.

D'aucuns affirment que si un sondage était effectué dans la rue chrétienne aujourd'hui, il apparaîtrait que la popularité de Michel Aoun a considérablement grimpé ces dernières 48 heures.

Cependant, des milieux responsables au sein du Courant patriotique libre (CPL) assurent que les calculs électoraux n'entrent pas en compte dans les sévères prises de positions de Michel Aoun au sujet du projet de loi sur les journalistes et de la procédure de vote au Parlement. Ceux qui croient cela ne savent pas comment réfléchit le général Aoun, affirment ces milieux avant d'ajouter : « Si les considérations électorales dictaient les comportements et les choix du général Aoun, il n'aurait pas signé le document d'entente avec le Hezbollah, sachant que cette alliance entamerait sa popularité. Il ne se serait pas rangé, dès le premier jour, du côté de la Résistance pendant la guerre de juillet, sans prendre en compte les gains et les profits, alors que beaucoup misaient sur la défaite du Hezbollah dans ce conflit ».

Ces milieux responsables expriment un fort mécontentement à l'égard de l'attitude du Hezbollah, qui a souvent agi en spectateur face aux charges dont était victime le CPL de la part d'alliés présumés. Pire, le Hezbollah était complice de l'agression contre le CPL lorsqu'il a laissé ses partisans paralyser un ministère dirigé par le parti aouniste.

Les milieux aounistes estiment que le Hezbollah aurait dû se ranger aux côtés du CPL, même s'il devait parfois mécontenter sa base populaire, exactement comme l'a fait le courant aouniste dans l'affaire des pylônes de haute tension à Mansourié. Ces milieux reprochent aussi au Hezbollah de n'avoir pris aucune position de soutien au ministre Gébran Bassil qui a chassé l'ambassadeur d'Israël d'une conférence à Chypre. Il n'est plus permis que le Hezbollah se comporte en spectateur, tantôt de peur de glisser dans un conflit sunnite-chiite, tantôt par crainte de provoquer un désaccord inter-chiite.

Il ne suffit plus de procéder à une évaluation des relations entre le CPL et ses deux alliés. Le problème est plus complexe et nécessite une approche totalement différente, concluent les milieux dirigeants aounistes.

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Sarkis Naoum (6 juillet 2012)

La menace d'une révision des alliances, lancée par le ministre Gebran Bassil, après la défaite que lui ont infligée ses alliés au Parlement, en votant le projet de cadrage des journalistes d'EDL, n'est pas la première. D'autres menaces similaires avaient été proférées, quand Bassil et d'autres députés du CPL estimaient qu'ils étaient ciblés par leurs alliés qui les ont empêché, plus d'une fois, d'asséner des coups à leurs adversaires chrétiens. Cela signifie-t-il que la relation entre le Hezbollah et le CPL est définitivement rompue ?

Ceux qui connaissent bien le Hezbollah et Michel Aoun affirment que ce dernier est un fin stratège qui ne perd jamais le Nord. Il ne permettra pas que ce différend sabote une situation qui lui a beaucoup profité. Cela est apparu dans ses propos, alors qu'il était au summum de sa colère après la « défaite » qu'il a subie, selon lesquels la Résistance est une ligne rouge et une question nationale, et qu'il ne l'abandonnera pas.

Ces mêmes sources estiment que Gebran Bassil, qui a une grande capacité dans l'étude des dossiers et des projets, est fautif dans cette affaire, car ses comportements sont impulsifs. Ce qui le pousse à commettre des erreurs qui font du tort au CPL et à ses alliances. Ils ajoutent que le Hezbollah a une grande confiance dans

le général Aoun et reste attaché à l'alliance avec lui « jusqu'au jour du jugement dernier ». Cependant, la multiplication des menaces de revoir l'alliance historique, à un moment où le Hezbollah se sent ciblés par des forces externes et internes, va pousser son leadership à faire preuve de fermeté. Il ne se taira pas, comme il avait l'habitude de le faire. Le commandement du Hezbollah ne compte pas faire le premier pas, c'est au CPL de renouer le contact. Ces mêmes personnes, qui connaissent bien les deux partis, déclarent que Gebran Bassil doit cesser de se comporter comme un héritier qui mérite de droit de prendre le flambeau après la disparition de son beau-père, et d'impliquer le CPL dans des situations inconfortables.

Le mécontentement du Hezbollah n'est pas uniquement dirigé vers son allié chrétien mais aussi vers son partenaire chiite, qui a entendu les propos qui se devaient. Enfin, poursuivent ces mêmes sources, ceux qui parient sur l'effritement des alliances du Hezbollah pour pouvoir lui asséner un coup fatal font de mauvais calculs, car le parti reste confiant dans ses capacités et ne ressent aucun peur, en dépit de tous les événements qui se déroulent tout autour de lui.

An Nahar (5 juillet 2012)

Rosanna Bou Mouncef

En dépit des secousses sécuritaires et politiques qu'a connus le Liban récemment, et le fait que de nouvelles surprises peuvent surgir quotidiennement, le temps qui s'est écoulé après les derniers incidents a favorisé un recul de l'inquiétude, grâce à l'attitude du Hezbollah et du Courant du futur face au défi que constitue le phénomène Ahmad Al-Assir. Ce climat a constitué une source de soulagement pour des sources diplomatiques à Beyrouth, qui relèvent une volonté des principaux acteurs politiques locaux d'éviter d'importer au Liban la crise syrienne. Cette impression a été confirmée par le refus du Hezbollah et du mouvement Amal de la fermeture de la route de l'aéroport et de couvrir les groupes qui se livrent à ce genre d'agissements qui ont des répercussions considérables sur la situation économique et sur la saison touristique, extrêmement importante pour le Liban.

Malgré les divergences, les clivages et la polarisation politiques, les

milieux diplomatiques ont constaté chez les acteurs politiques qu'ils rencontrent un souci de ne pas aller vers la guerre. De même que ces acteurs sont déterminés à ne pas se laisser entraîner vers une grande conflagration par n'importe quelle organisation ou mouvement. Aussi, œuvrent-ils afin de réduire les incidents inquiétants et les tensions sur le terrain. Ce facteur est susceptible d'écarter tout développement grave, comme l'ont fait craindre les événements des dix derniers jours, bien que le Liban continue d'encaisser les répercussions de la crise syrienne avec la multiplication des incidents aux frontières nord ou dans les rues de la capitale.

Ce souci d'apaisement est salué par l'étranger et le soutien international apparaît dans trois facteurs : d'abord, l'appui à la politique de dissociation de la crise syrienne adoptée par le gouvernement ; le soutien au dialogue national auquel a appelé le président de la République Michel Sleiman ; la décision du gouvernement de fournir la couverture nécessaire à l'Armée libanaise afin qu'elle s'oppose avec fermeté à toute tentative visant à provoquer des troubles aux frontières libano-syriennes ou à l'intérieur du pays. _ Des milieux libanais excluent donc la possibilité d'un soutien extérieur à une guerre au Liban. Car aucun Etat n'est disposé à financer un tel conflit, ou à armer les différentes parties, parce que tous sont occupés actuellement par d'autres dossiers et d'autres scènes régionales.

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la majorité, 5 juillet 2012)

Jean Aziz

De nombreuses personnes dans l'entourage du général de Rabié ou ailleurs se posent la question suivante : que fait Michel Aoun ces jours-ci ? A-t-il décidé de dilapider les sacrifices qu'il a consentis, les prix qu'il a payés, les efforts qu'il a déployés, ces six dernières années ? S'est-il résigné à démolir ce qu'il a accumulé dans la stratégie pour quelques postes dans l'administration publique ? Michel Aoun éclate de son rire enfantin face à toutes ces interrogations ? Depuis la signature du document d'entente avec le Hezbollah, il s'est personnellement investi pour le défendre. Pendant la guerre de juillet 2006, il n'a pas hésité une seconde : ce

sont mes partenaires. S'ils vivent, je vis avec eux. S'ils meurent, je meurs avec eux. Que se passe-t-il alors aujourd'hui ? Quelques emplois et postes modestes à l'Électricité du Liban méritent-ils de dilapider toute cette accumulation ? En fait, Michel Aoun sait que son public n'a plus d'autre recours, sauveur et forteresse, que l'État. A ces temps de réveil de la discorde au Liban, seul l'État peut les protéger. Voilà pourquoi il s'est lancé corps et âme dans le projet de réforme de l'État. Il tente, aujourd'hui, de réparer les distorsions. Son seul pari est sur son public et sur ce sayyed, qui a vaincu Israël à deux reprises, avec une poignée de gens honnêtes.

Al Akhbar (4 juillet 2012)

Amal Khalil

Une source de l'hôpital universitaire Ghassan Hammoud à Saïda a laissé filtrer une information gardée secrète pendant plusieurs jours sur l'admission dans l'établissement d'un blessé, portant une longue barbe, atteint de plusieurs balles au torse, au cou, au dos et aux jambes. Il a été transporté d'un des hôpitaux de Tripoli à bord d'une ambulance. Auparavant, un haut responsable de cet établissement était entré en contact avec la direction de l'hôpital Hammoud, lui demandant de prendre soin de ce blessé sans poser de question sur son identité et sans en informer les services de sécurité libanais. Le tout accompagné de la somme de 15 000 dollars, dont l'origine n'a pas été déterminée.

Après le décès de l'inconnu des suites de ses blessures, lundi soir, quatre personnes sont arrivées du village de Ersal (Békaa) à bord d'une ambulance du Comité médical islamique pour prendre possession de la dépouille. Un membre de la Jamaa Islamiya de Saïda accompagnait les quatre inconnus, qui étaient en contact permanent avec le président du Conseil municipal de Ersal, Ali Hojeiri.

Cependant, la nouvelle est parvenue aux services de renseignement militaires qui ont dépêché une patrouille à l'hôpital pour empêcher que le corps ne soit transporté. Deux des personnes venues d'Ersal ont prétendu que le mort était leur cousin maternel. Ils ont fini par avouer qu'il est de nationalité syrienne et s'appelle Khaled Chamseddine, qu'il a été blessé dans des combats contre l'armée syrienne en Syrie, et qu'il avait été transporté au Liban via le village

de Kaa. D'autres informations affirment que le mort est de nationalité saoudienne.

La tentative de dissimuler l'admission du blessé a provoqué la colère du procureur du Liban-Sud, Samih el-Hage, et l'enquête tente de déterminer les raisons pour lesquelles l'identité du combattant a été cachée. Des sources de sécurité ont indiqué que cheikh Ahmed Al-Assir a rendu visite au blessé dans sa chambre d'hôpital vendredi dernier, peu de temps après son admission.

Al Akhbar (3 juillet 2012)

Ziad Zaatari

Entre Hamra et Sodeco, on peut croiser des opposants syriens, ainsi qu'à Antelias. À part quelques régions qui leur sont interdites, notamment dans la banlieue sud de Beyrouth et dans la Békaa, tout le Liban leur est accessible. On ne peut pas les reconnaître à leur apparence physique. Ils portent des barbes bien taillées et sont parfois rasés de près. Ils se déplacent en véhicules aux vitres fumées ou tout simplement en voitures de location.

Ils se déploient dans les cafés et les restaurants, discutent de politique et de sécurité. Ils passent des transactions, font de la surenchère sur la date de la chute du régime syrien. Ils débattent de géopolitique, parlent de l'Amérique, de la Russie et de la Turquie, de la Syrie post-Assad.

Tout cela n'est pas prohibé. Mais le fait de trouver parmi ces opposants des combattants aguerris suscitent beaucoup de questions. Surtout que les informations indiquent que des combattants impliqués dans des tueries sont venus à Beyrouth pour se « reposer », et que certains souffrent de troubles psychologiques en raison des atrocités qu'ils ont vécus.

Dans un restaurant de Hamra, l'un d'eux raconte sa première expérience, lorsqu'il a égorgé « un collaborateur du régime ». Il explique en détail comment le mur de la peur est tombé, et ajoute que par la suite, les exécutions deviennent mécaniques, dénuées de tout sentiment.

Ainsi, les combattants syriens sont arrivés dans la capitale. Leur périple a comporté plusieurs étapes. Au départ, il y a eu un déploiement limité dans les régions de Wadi Khaled, Ersal et Macharī el-Kaa. À ce stade, ils faisaient preuve de prudence dans

leurs déplacements et travaillaient dans le secret. Ils étaient surveillés par les renseignements militaires. Leur présence aurait pu passer inaperçu si le ministre de la Défense, Fayez Ghosn, n'avait pas révélé la présence d'Al-Qaïda à Ersal.

Dans une seconde étape, les combattants syriens se sont étendus à d'autres régions, à la faveur du soutien politique et populaire. Ils se sont installés à Tripoli. Un de leurs principaux chefs, d'obédience islamiste, a été vu se déplaçant dans la voiture d'un député, escorté par une voiture bondée d'hommes en armes.

La troisième étape a été déclenchée par l'affaire Chadi Mawlaoui. La libération de ce militant a donné le signal que les opposants syriens jouissaient désormais d'une immunité politique. Les voilà maintenant à Beyrouth.

Al Akhbar (2 juillet 2012)

Mayssam Rizk

Les Kataëb n'insistent plus à se présenter comme une « partie indissociable du 14-Mars ». Ses responsables tiennent un autre discours qui dit qu'ils ne font plus partie du noyau dur de ce mouvement, bien que les positions convergent souvent, tout en préservant leur propre vision sur de nombreux sujet. Ces responsables reconnaissent que « la nouvelle politique » a beaucoup coûté aux Kataëb à cause « du blocus médiatique, politique et financier imposé par les alliés ». Cela apparaît clairement dans l'embargo imposé par les médias du 14-Mars aux activités de la famille Gemayel ». Seule la NTV continue à couvrir ces activités lorsqu'elle l'estime nécessaire. Le blocus politique et financier se traduit par des difficultés dans le travail sur le terrain dont le parti a besoin, notamment en période électorale.

Ce « blocus » est une réponse au fait que le parti Kataëb ait choisi de se distinguer. L'apogée de cette attitude s'est traduite par le retrait de Sami Gemayel du meeting du 14-Mars pour protester contre le fait qu'un immense portrait du roi Abdallah Ben Abdel Aziz avait été installé dans le centre-ville de Beyrouth. Dans les coulisses du 14-Mars, cette attitude avait été considérée comme une « maladresse inacceptable ». Pour les responsables des Kataëb, il s'agissait, au contraire, d'une attitude en harmonie avec les prises de positions du parti, tout en sachant « qu'elle aura des

répercussions négatives, notamment sur la situation financière ».

À Bikfaya, le discours est tout aussi critique concernant le comportement du 14-Mars à l'égard des événements internes et externes. Le parti ne ressent aucun embarras dans sa politique qui consiste à trouver des dénominateurs communs avec toutes les parties.

Avec le Hezbollah, il n'y a aucun problème de contact. Ceux-ci existent, bien que l'esclandre entre Sami Gemayel et Nawaf Moussaoui, au Parlement, les a quelque peu refroidi. Mais les contacts se poursuivent en dépit des différends politiques et idéologiques. Toutefois, reconnaître la légalité des armes en dehors du cadre étatique est hors de question. Le parti Kataëb ne se tient pas en spectateur. Il possède une vision qu'il compte proposer au Hezbollah prochainement. L'interview du président Amine Gemayel à al-Manar illustre ce rapprochement. Avec Amal, les relations suivent le même chemin. Des responsables Kataëb assurent que les canaux sont ouverts entre les deux parties et que les ministres du mouvement leur rendent des services.

En revanche, avec le Courant patriotique libre (CPL), il n'y a pas de rapprochement jusqu'à présent, bien que les relations personnelles existent. Mais les divergences sur les armes du Hezbollah et la crise syrienne rendent toute coopération électorale avec le CPL impossible.

L'Orient-Le Jour (Quotidien francophone libanais proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (2 juillet 2012)

Une source sécuritaire précise que trois dossiers « chauds » pèsent sur la scène libanaise : le dossier palestinien avec le soudain réveil des camps, avec la mise en cause de l'armée ; le dossier syrien qui reste déterminant pour la situation au Liban ; et la crise politique interne qui divise le pays sur les plans politique et confessionnel.

Au sujet du premier dossier, les autorités sont conscientes du fait que les camps palestiniens restent un terrain favorable à toutes les interventions. Il est impossible de les pacifier en profondeur et de fermer ce dossier une fois pour toutes. La diversité des factions palestiniennes ainsi que les intolérables conditions de vie dans les camps permettent à de nombreuses forces étrangères de mobiliser

des groupes palestiniens « à la carte » et de les utiliser pour servir différents objectifs. Il s'agit tantôt de faire pression sur le régime syrien et tantôt de faire pression sur l'opposition et ses parrains, tantôt encore de peser sur la scène libanaise et de mettre en difficulté les autorités ou encore le Hezbollah et ses alliés en lançant l'idée d'une discorde entre sunnites et chiites.

Au sujet du dossier syrien, il est désormais clair que la crise syrienne a pris une envergure internationale. Le monde entier y est impliqué et il n'y aura de solution que lorsque les protagonistes, ou au moins les plus importants parmi eux, notamment les Russes, les Américains, les Chinois et les Iraniens, parviendront à un accord. D'ici là, il n'y aura ni vainqueur ni vaincu et les deux camps sont condamnés à continuer à se battre. Dans ce contexte, le Liban ne peut pas constituer un élément décisif dans la crise syrienne. Même l'idée de créer une zone de libre circulation au Nord pour l'opposition syrienne ne peut plus être déterminante pour l'issue du conflit interne syrien, en sachant que les Russes et les Iraniens ne laisseront pas tomber le régime, et les Américains et leurs alliés arabes ne lâcheront pas de leur côté l'opposition, attendant le moment adéquat pour conclure un accord global. C'est pourquoi, estime la source sécuritaire, la position officielle du Liban d'empêcher une contagion syrienne est la plus sage. D'autant que les agissements de certaines parties qui prônent un appui total à l'opposition en Syrie ne font en définitive que créer un climat confessionnel, lequel affaiblit l'unité libanaise et menace la stabilité du pays, sans être forcément utile pour les développements en Syrie.

Au sujet du troisième dossier, la source sécuritaire estime que le dialogue reste la seule voie possible pour un débloqué interne. Même s'il ne pourra pas aboutir pour l'instant à des résultats tangibles ni à régler les problèmes en suspens, il ne peut qu'assurer une certaine détente sur le terrain, indispensable, tant la tension dans la rue est grande. Le recours à la surenchère politique est délicat, le cas de cheikh Ahmad el-Assir donnant à ce sujet un exemple concluant. Le Liban reste menacé par le climat confessionnel exacerbé et seul le dialogue et une prise de conscience nationale de la gravité de la situation peuvent l'aider à dépasser ce cap délicat.

Cumhuriyet (Quotidien turc–3 juillet 2012)

La Syrie est prête à discuter de toutes les options pour régler la crise meurtrière qui affecte le pays à condition que sa souveraineté soit garantie, mais n'acceptera aucun scénario imposé de l'étranger, a déclaré le président syrien Bachar el-Assad dans une interview accordée au journal.

« Nous étudierons toutes les options à condition que la souveraineté de la Syrie soit respectée. Nous rejetons toute démarche visant à intervenir dans nos affaires intérieures », a indiqué M. Assad. « Nous n'accepterons rien de ce qui nous serait imposé de l'étranger. Nous prendrons nous-mêmes toute décision nécessaire en nous basant sur notre propre dynamique », a-t-il poursuivi.

Le président syrien s'est également déclaré prêt à quitter son poste si le peuple votait contre lui. « Si le peuple ne veut pas de moi, pour ça il y a des élections. Si le peuple le souhaite, il peut me renvoyer », a souligné M. Assad. « Si je cherchais à garder à tout prix mon poste, je suivrais toutes les instructions et indications de Washington, je courrais derrière les pétrodollars et je renoncerais enfin à mes principes et à la position nationale », a-t-il expliqué.

En outre, M. Assad a indiqué « ne prendre au sérieux aucune déclaration faite par les représentants de l'administration américaine ». « Les États-Unis sont nos ennemis dès le départ, toutes leurs déclarations et démarches sont connues d'avance. Ils sont du côté des terroristes », a lancé le président syrien.

Jerusalem Post (Quotidien israélien–3 juillet 2012)

Des sources militaires israéliennes affirment que le Hezbollah pourrait attaquer des navires civils en cas de nouvelle guerre avec Israël et, ainsi, bloquer les accès maritimes du pays.

Israël considère que ses accès à la mer sont d'une importance capitale. De fait, 99 % des biens arrivant dans le pays, dont les munitions et équipements militaires, sont acheminés par voie maritime.

Selon la marine israélienne, en cas de guerre, le Hezbollah tentera d'attaquer des navires dans un rayon de 30 km dans le but de ne pas leur permettre d'atteindre Israël. Durant la guerre de juillet 2006, le Hezbollah avait tiré un missile antinavire sur la corvette

(petit navire de guerre) le INS Hanit, tuant quatre marins. Un autre missile avait coulé une autre embarcation.

« Le Hezbollah a déjà prouvé qu'il pouvait tirer des missiles antinavire, ses capacités opérationnelles existent et il est prêt à agir », a affirmé un haut gradé de la marine israélienne. Il a mis en garde contre les retombées économiques dévastatrices si le Hezbollah réussissait à empêcher les navires marchands d'arriver dans les ports d'Ashdod et de Haïfa.

« Les gens n'ont pas conscience de ce que veut dire le fait que 99% de ce que nous importons arrive par mer », a-t-il dit.

Selon Israël, le Hezbollah aurait un arsenal de missiles antinavire chinois avancés, comme le C-802, guidé par radar et utilisé en 2006 contre le *Hanit*. Israël voit aussi d'un mauvais œil l'acquisition par la Syrie du missile russe antinavire Yakhont qui pourrait à l'avenir tomber entre les mains du Hezbollah.

Damas a testé le missile en question qui pourrait avoir une portée de 300 km.

« Nous suivons de près les développements en Syrie et nous saurons répondre » à une quelconque menace, a averti l'officier supérieur. L'armée israélienne a l'intention d'équiper à l'avenir ses navires d'un nouveau système de défense anti-missiles *Barak-8* capable de détecter plus rapidement une attaque et ayant une portée améliorée de quelques dizaines de km.

Yediot Aharonot (Quotidien israélien, 2 juillet 2012)

Les États-Unis ont lancé de nouvelles accusations contre le Hezbollah, qu'ils soupçonnent d'être lié à un réseau international de trafic de drogue. Ce réseau, que Washington affirme être dirigé par un certain Ayman Saïd Joumaa, résidant en Colombie et détenteur d'un passeport libanais et de papiers d'identité colombiens, « blanchit les recettes du trafic de drogue au bénéfice de criminels et du groupe terroriste Hezbollah, par le biais du secteur financier libanais », indique le chef des programmes de sanctions du Trésor américain, David Cohen. Le Trésor américain accuse Joumaa de « diriger les opérations de collecte de fonds au profit du Hezbollah dans les deux Amériques ». Le Trésor a annoncé la mise au ban de quatre individus libanais ou libano-colombiens et de trois entreprises basées en Colombie et au

Venezuela.

Le Trésor US a également imposé des sanctions à Abbas Hussein Harb et Ibrahim Chebli accusés de trafic de drogue et de blanchiment d'argent, « en collaboration avec Joumaa ». Le ministère US accuse l'organisation dirigée par Harb en Colombie et au Venezuela d'effectuer des opérations de blanchiment d'argent au profit de Joumaa « par l'intermédiaire d'institutions financières libanaises ». Le Département du Trésor accuse en outre Chebli d'« exploiter son poste de directeur de la branche de la banque Fenicia à Abbassié pour faciliter les transferts d'argent à Joumaa et Harb ».

Wall Street Journal (quotidien états-unien, 3 juillet 2012)

L'organisation « Unis contre un Iran nucléaire », basée à New York, déploie des pressions sur le Trésor US afin qu'il place le système financier libanais sur la liste des Etats accusés de blanchiment d'argent, conformément aux dispositions du *Patriot Act*.

De grandes sociétés financières à Wall Street et en Europe sont soumises à des pressions afin qu'elles vendent les parts de la dette et des bons du trésor libanais qu'elles détiennent. Ces pressions sont exercées par des militants qui accusent l'Iran et le Hezbollah d'utiliser le système bancaire libanais pour blanchir de l'argent et contourner les sanctions internationales. Cette campagne menace le secteur bancaire libanais, considéré comme l'un des meilleurs et des plus performants du Moyen-Orient. Suite à ces pressions, le département du Trésor a renforcé sa surveillance des banques libanaises ces derniers mois.

Le directeur de cette organisation, Marc Wallace, a appelé les institutions financières, dans une lettre, à « vendre tous ces titres et prendre garde à ne pas soutenir d'une manière non-intentionnelle le rôle du Liban en tant que blanchisseur d'argent souverain ». « Unis contre un Iran nucléaire » a envoyé des lettres allant dans ce sens au groupe états-unien Black Stone LB, à la société internationale Fidelity, et aux banques HSBC Holdings et Dika (Allemagne). Trois sociétés : Amériprice financial (États-Unis), Banque Aktia (Finlande) et Rcity Spar Invest Kag group (Autriche), ont annoncé avoir effectivement vendu leurs parts.

Le département du Trésor intensifie ses efforts afin d'assécher les

sources de financement du Hezbollah, de l'Iran et de la Syrie. Mais il y a une crainte de causer des dommages aux alliés locaux des États-Unis si la position du Liban en tant que pôle financier régional est affectée.

SonnetagsZeitung (quotidien suisse, 2 juillet 2012)

Les opposants armés luttant contre l'armée gouvernementale en Syrie se servent de grenades fabriquées par le groupe militaro-industriel suisse Ruag. _ Il s'agit de grenades Offensive OHG92 et SM 6-03-1. Jeudi dernier, elles ont été photographiées au nord de la Syrie par un journaliste couvrant le conflit du côté des opposants. « Les rebelles m'ont montré leurs photos de caisses remplies de grenades de fabrication suisse. Ils affirment que les grenades de ce type sont en usage dans les combats », a indiqué le journaliste.

De son côté, le groupe Ruag a confirmé que « les grenades prises en photo ont l'air d'avoir été fabriquées par le groupe ». Un porte-parole du groupe a affirmé que le groupe n'avait pas réalisé de livraisons directes de ses grenades.

Une autre source a également confirmé que les combattants de l'Armée syrienne libre (ASL) étaient équipés de grenades suisses qui auraient pu être livrées en contrebande à partir de la Turquie.

Livrer des armements dans les régions en conflit constitue une violation de la loi suisse sur les armes. Le Parlement entend examiner les informations concernant les éventuelles livraisons de grenades en Syrie.

Pierre Khalaf

Source
[New Orient News \(Liban\)](#)

Source : « Les détails du plan états-unien contre la Syrie », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 9 juillet 2012, www.voltairenet.org/a174959